

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 mai 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 3 mai 2005, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 23 février 2005 (S/2005/118), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le cinquième rapport que le Kazakhstan a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Ellen Margrethe Løj



**Annexe**

**Lettre datée du 1<sup>er</sup> mai 2005, adressée à la Présidente  
du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent  
du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les observations faites par la République du Kazakhstan en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001), comme suite aux questions posées dans la lettre du Président du Comité contre le terrorisme datée du 2 février 2005 (voir la pièce jointe).

Le Représentant permanent  
de la République du Kazakhstan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Yerzhan **Kazykhanov**

## Pièce jointe\*

[Original : russe]

**Réponses du Gouvernement de la République  
du Kazakhstan aux questions posées par les experts  
du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité  
de l'ONU au sujet de l'application des dispositions  
de la résolution 1373 (2001)**

**1. Mesures de mise en œuvre**

1.1 Conformément au décret gouvernemental n° 167 du 24 février 2005, un projet de loi, élaboré par le Comité de la sécurité nationale, sur l'introduction de dispositions complétant et modifiant certains textes législatifs de la République du Kazakhstan relatifs aux questions de sécurité nationale a été soumis au Majilis du Parlement de la République du Kazakhstan, qui l'examine actuellement.

Ce projet prévoit notamment d'ajouter dans le Code pénal du Kazakhstan un nouvel article **233-3** relatif au **financement des activités extrémistes et terroristes**.

Les modalités de mise en œuvre de cet article, ainsi que d'autres aspects juridiques de la lutte contre le financement du terrorisme, sont exposées dans le projet de loi relatif à la **répression de la légalisation (du blanchiment) des revenus d'activités illicites et du financement du terrorisme**, qui a été élaboré conjointement par l'Agence pour la lutte contre la corruption et la criminalité économique et les autorités nationales concernées. Ce texte doit être proposé au Parlement en août ou septembre 2005. Ce dernier a généralement besoin de deux mois pour examiner un projet de loi.

1.2 La législation en vigueur ne prévoit pas la responsabilité pénale pour l'intention de commettre un acte délictueux. Toutefois, l'article 24 du Code pénal de la République du Kazakhstan renferme des dispositions concernant la préparation et la tentative d'infraction.

- La préparation est constituée dès lors que l'infraction, caractérisée par la recherche, la fabrication ou l'adaptation intentionnelle des moyens ou instruments nécessaires pour la commettre, la recherche de complices, l'entente établie en vue de la commettre ou toute création intentionnelle des conditions nécessaires à sa commission, ne peut être exécutée jusqu'à son terme qu'en raison de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.
- La responsabilité pénale n'est engagée que pour la préparation d'une infraction grave ou très grave.
- La tentative est constituée dès lors que l'infraction commise de manière intentionnelle ne peut être exécutée jusqu'à son terme qu'en raison de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.
- La responsabilité pénale n'est engagée que pour la tentative de commettre une infraction moyennement grave, grave ou très grave.

---

\* Les annexes au présent rapport sont conservées dans les archives du Secrétariat, où elles peuvent être consultées.

- La responsabilité pénale est mise en jeu en cas de préparation ou de tentative d'infraction conformément à l'article du Code pénal visant la responsabilité pénale d'une infraction réputée commise, référence étant faite au paragraphe pertinent de cet article.

**Pour information :**

*Article 9. Notion d'infraction*

*Une infraction s'entend d'un fait fautif (acte ou omission) dangereux pour la société qui est interdit par le présent Code pénal sous peine de sanction. L'application de la loi pénale par analogie n'est pas autorisée.*

*Ne constitue pas une infraction l'acte ou l'omission qui, bien que possédant formellement les signes de l'un quelconque des faits prévus dans la Partie spéciale du présent Code pénal, ne présente pas de danger pour la société compte tenu de sa faible portée, c'est-à-dire qui ne cause pas préjudice et ne menace pas de causer préjudice à un individu, à la société ou à l'État.*

*Article 10. Catégories d'infraction*

1. *Selon leur nature et la gravité du danger qu'ils présentent pour la société, les actes décrits dans le présent Code pénal se répartissent en infractions peu graves, moyennement graves, graves ou particulièrement graves.*
2. *Les infractions peu graves s'entendent des actes intentionnels pour lesquels la peine maximale prévue dans le présent Code pénal ne dépasse pas deux ans de privation de liberté, ainsi que des actes d'imprudence pour lesquels la peine maximale prévue dans le présent Code pénal ne dépasse pas cinq ans de privation de liberté.*
3. *Les infractions moyennement graves s'entendent des actes intentionnels pour lesquels la peine maximale prévue dans le présent Code pénal ne dépasse pas cinq ans de privation de liberté, ainsi que des actes d'imprudence punis d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus.*
4. *Les infractions graves s'entendent des actes intentionnels pour lesquels la peine maximale prévue dans le présent Code pénal ne dépasse pas 12 ans de privation de liberté.*
5. *Les infractions particulièrement très graves s'entendent des actes intentionnels pour lesquels le présent Code pénal prévoit une peine de privation de liberté de plus de 12 ans ou la peine de mort.*

1.3

i) Les informations relatives au projet de loi sur la **répression de la légalisation (du blanchiment) des revenus d'activités illicites et du financement du terrorisme** se trouvent au paragraphe 1.1 (voir l'annexe I pour le texte du projet).

ii) Ce projet de loi prévoit la création d'un organe de contrôle financier doté des pleins pouvoirs (voir la section 3 du projet).

Il est provisoirement prévu d'établir ledit organe auprès de la Procuration générale de la République du Kazakhstan.

iii) La législation kazakhe ne prévoit pas la responsabilité pénale des personnes morales. Celles-ci peuvent néanmoins faire l'objet d'une action civile ou administrative.

Conformément à l'article 21 de la loi sur la lutte contre le terrorisme, une association à but non lucratif ou une organisation internationale qui mène des activités terroristes peut être suspendue sur requête du Procureur général.

Lorsqu'une juridiction décide de dissoudre une association à but non lucratif réputée terroriste, les biens de l'association sont confisqués et transférés à l'État.

Lorsqu'une juridiction établit le caractère terroriste d'une organisation internationale, les activités de ladite organisation sur le territoire kazakh sont interdites, ses bureaux (ou filiales) sont mis en liquidation et les biens leur appartenant, ainsi que ceux de l'organisation internationale elle-même, sont confisqués et transférés à l'État.

Voir également, dans l'annexe I, l'article 7 du projet de loi sur la répression de la légalisation (du blanchiment) des revenus d'activités illicites et du financement du terrorisme.

iv) La Loi relative à l'adhésion de la République du Kazakhstan à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires a été adoptée le 28 décembre 2004. Le Kazakhstan est aussi devenu partie aux 12 conventions universelles internationales relatives à la lutte contre le terrorisme, élaborées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

Au cours de l'année 2004, les services du Comité de la sécurité nationale ont arrêté 11 personnes ayant tenté de réaliser des transactions illicites concernant des matières radioactives; cinq de ces personnes ont été condamnées. Les médias du Kazakhstan ont publié une série d'articles sur le thème de la prévention, ils ont diffusé une déclaration officielle du Comité de la sécurité nationale faisant suite aux accusations répétées selon lesquelles le Kazakhstan ne respecte pas le régime international de non-prolifération des matières nucléaires et radioactives. Les informations pertinentes ont été transmises au Ministère des affaires étrangères afin qu'il rédige une note de protestation et la communique aux États-Unis par la voie diplomatique.

#### 1.4 Réponse à l'alinéa iii) du point 1.3

Aucun avoir financier appartenant aux individus arrêtés par les autorités kazakhes pour leur participation à la préparation d'actes de terrorisme, dont il est question dans le quatrième rapport, n'a été gelé : premièrement parce qu'il n'a pas été découvert de tels avoirs et deuxièmement parce que même si cela avait été le cas, il n'y aurait pas eu de motif juridique de geler ces avoirs.

1.5 Projet de loi figurant à l'annexe I. Il convient de noter que ce projet de loi tient compte des recommandations (40+9) du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI).

1.6 Le Centre antiterroriste du Comité de la sécurité nationale du Kazakhstan a été créé en 2004. Il est notamment chargé d'établir et d'entretenir des contacts avec des structures étrangères analogues, afin de lutter contre le terrorisme international. L'un des aspects de cette lutte consiste à veiller à ce que les terroristes ne puissent pas disposer d'armes.

Des projets d'accord sur la coopération dans la lutte contre le trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs et la répression du mercenariat lié à des activités terroristes ont été élaborés et approuvés dans le cadre du dispositif antiterroriste régional de l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Des activités analogues sont en cours au sein de la Conférence des chefs des services de sécurité des pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), du Centre antiterroriste de la CEI, de l'Organisation du Traité de sécurité collective et de l'Organisation de coopération d'Asie centrale.

Des résultats concrets ont été obtenus. En 2004 ont été mises à jour et réprimées les activités d'une organisation terroriste particulièrement secrète, la « Jamaat des moudjahidin de l'Asie centrale », qui sévissait sur les territoires de quatre États membres de la CEI et constituait l'un des maillons d'Al-Qaida. Les plans conçus par l'organisation pour exécuter une série d'attentats et mettre en place sur le territoire kazakh des camps d'entraînement de combattants ont été déjoués.

Les mesures prises ont permis d'arrêter les chefs, les membres et les complices de l'organisation Jamaat, parmi lesquels se trouvaient six Ouzbeks. Dix-sept Kazakhs ont également été arrêtés pour complicité avec les terroristes. Parmi eux se trouvaient quatre femmes « kamikazes ». Seize personnes font actuellement l'objet de poursuites pénales et les audiences judiciaires se poursuivent.

Une action pénale a été engagée contre deux Kazakhs qui, sur les instructions de ressortissants des Émirats arabes unis membres d'Al-Qaida, avaient prospecté la région de Jambil au Kazakhstan afin d'y créer des camps d'entraînement de combattants.

Une filière d'entrée clandestine d'Ouzbeks au Pakistan a été mise à jour. Elle passait par les territoires du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et de l'Iran, en empruntant l'itinéraire Chimkent-Aktaou-Zahedan-Peshawar, et servait à se rendre dans des camps d'entraînement tenus par des terroristes.

Trois Kazakhs (E. Taijanov, A. Toleoubai et A. Joulbaev) ont été arrêtés pour avoir participé aux activités d'organisations paramilitaires illégales sur le territoire tchéchène. En avril 2005, deux d'entre eux ont été condamnés pour activités mercenaires. En outre, cinq Russes cachés au Kazakhstan et membres de groupes tchéchènes illégaux ont été arrêtés puis extradés vers la Russie.

Dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite d'armes et de munitions, les services du Comité de la sécurité nationale ont confisqué, en 2004, 71 armes à feu, plus de 4 000 types distincts de munitions, 301 kilogrammes d'explosifs, 13 grenades et 3 engins explosifs de confection artisanale.